

Document

Grèce: Le travail pour survivre

(20minutes.fr)

14 février 2012

Le sixième plan de rigueur en deux ans vient d'être adopté par le parlement grec. Cette fois, le tour de vis place la majorité des Grecs dans des difficultés non plus pour vivre, mais pour survivre...

De notre envoyée spéciale à Athènes

Des mégaphones, ça, oui, il en vend. C'est même l'une des choses qu'il vend le plus, Nicolaou Thanos, depuis deux ans, avec toutes ces manifestations. Pour le reste des produits de sa boutique, «les gens continuent d'acheter mais seulement les prix d'entrée. Les accessoires comme les clés USB se vendent bien, mais plus les autoradios et autres produits désormais considérés comme luxueux.» Un régime sans fantaisie que s'applique à lui-même ce père de cinq enfants. «Tout mon argent va dans la nourriture. Pour ce qui est des vêtements, on fait le minimum.» Plus question de loisirs.

Theodora faisait de la danse l'année dernière encore mais a dû interrompre ses cours faute de moyens. En guise de sorties, cette étudiante timide de 19 ans regarde des films téléchargés avec des amis. Son père est chauffeur de taxi, sa récente licence achetée en bonne et due forme et de nouvelles taxes ont plombé son activité. Pour ne pas l'aider, «les gens prennent le bus, ils n'ont plus assez d'argent pour le taxi», ajoute la jeune femme. C'est désormais sa mère, productrice d'huile d'olives, qui assume les charges. La solidarité familiale, en Grèce, est une institution, et remise au goût du jour par les temps qui courent.

Le drapeau noir en signe de deuil

Thomais Vekiou, petite brune aux yeux vifs, en sait quelque chose. Sa mère ne touche pas de pension de retraite alors la travailleuse sociale de 41 ans lui verse une partie de ses 700 euros de salaire tous les mois. Un salaire en baisse de 40% depuis l'année dernière, jure-t-elle. Elle participe aux manifestations dès qu'elle le peut. Celle de mardi la concernait tout particulièrement : son employeur, une organisation d'aide aux ouvriers, va être fermé par l'Etat. D'ici six mois elle devrait être au chômage. Un chant partisan retentit dans la foule. L'un de ses collègues dresse un drapeau noir en signe de deuil.

Bien loin de se douter de ce qui se passe au même moment devant le ministère du Travail, Giota Tsatsaki fume une cigarette avant de reprendre son service à l'hôtel. Elle a sorti sa calepette depuis l'annonce du nouveau plan d'austérité : le mois prochain, peut-être le suivant, elle va perdre 200 euros par mois, sur un salaire de base de 690 euros. Elle fait partie de ces salariés du privé, ceux du bas de l'échelle, accablés par le dernier plan d'austérité. Elle est désemparée, écrase son mégot et retourne travailler.